

Rapport d'Errico Malatesta sur le Congrès d'Amsterdam dans *Les Temps nouveaux* », 21, 28 septembre et 5 octobre 1907

Avertissement : Le texte de Malatesta publié dans Les Temps nouveaux est une traduction maladroite et parfois fautive. Nous n'avons pas modifié les maladresses qui ne rendent pas le texte incompréhensible mais avons parfois fait des propositions alternatives.

Je ne vais pas donner un compte rendu détaillé du Congrès, cela a été déjà fait par d'autres journaux ; et d'ailleurs sous peu le Bureau International de correspondance va publier en brochure, comme il en a reçu mandat, le texte des résolutions, tandis que d'autres camarades s'occupent de la publication des rapports et des discours les plus importants.

Je tâcherai plutôt de donner une idée synthétique des résultats du Congrès, tels qu'ils m'apparaissent, et j'analyserai, le plus complètement qu'il me sera permis par la nécessité d'être bref, et le plus impartialement qu'il sera possible à un qui est lui-même un partisan des idées principales qui se sont dégagées des débats.

Et d'abord, je veux dire que le Congrès a surpassé les espoirs des plus optimistes.

Ce Congrès se réunissait sous de mauvais auspices. Beaucoup de camarades, peut-être la majorité, avaient regardé sa préparation d'un œil indifférent ou hostile : quelques-uns n'y voyaient qu'une parlote inutile ; d'autres y craignaient une tentative de centralisation et d'accaparement. Et même beaucoup de ceux qui tiennent le plus à l'entente entre camarades et qui croient le plus à l'efficacité des efforts coordonnés, étaient restés perplexes dans la crainte que le Congrès ne fut une occasion pour aigrir les esprits et augmenter les dissensions.

Malgré tout cela, le Congrès a très bien réussi. Beaucoup de camarades de tous les pays et de différentes tendances, venus soit en leur nom personnel, soit comme délégués de groupements constitués, se sont rencontrés, ont discuté et se sont entendus.

Un esprit de franchise, de fraternité, de bonne volonté n'a cessé de régner parmi les congressistes : on s'est vu, on s'est connu, on a examiné les différences et les points de contact, et, sans que personne ne sacrifie rien de ses conceptions personnelles, on est toujours parvenu à un accord fondamental, qui nous permettra de combattre côte à côte pour la cause commune.

La première question qui s'est présentée aux congressistes a été la conduite à tenir vis-à-vis du Congrès antimilitariste. La chose n'avait pas d'importance réelle, puisque, étant anarchistes, évidemment nous ne pouvions ne pas être tous antimilitaristes dans le sens le plus radical du mot, et il s'agissait seulement de fixer la manière comment nous aurions exprimé notre haine du militarisme et notre ferme décision de le combattre et abattre par tous les moyens possible. Je n'en parlerais donc pas, si cela n'avait pas donné lieu incidemment à une question qui cause souvent des malentendus entre nous, et sur laquelle il est bien de s'expliquer clairement.

Il y avait des camarades qui proposaient qu'on biffe de notre ordre du jour la question de l'antimilitarisme, et qu'on se réunisse, pour cette question, avec le Congrès antimilitariste. D'autres opposaient que si le Congrès antimilitariste ne contiendrait que des anarchistes, il n'y avait pas de raisons pour faire un Congrès spécial sur un point détaché du programme anarchiste ; et que si au contraire, comme c'était le cas, le Congrès antimilitariste contiendrait aussi des non-anarchistes, il était plus raisonnable de formuler entre nous notre opinion sur l'argument et aller ensuite la défendre dans le Congrès antimilitariste.

On ne put pas se mettre d'accord et l'on trancha la question par une solution [*lire* : votation] qui donna une légère majorité aux partisans de la deuxième proposition.

Ce recours au vote déplut à des camarades qui crurent voir dans le fait de voter, une violation des principes anarchistes et déplut tellement que quelques-uns entre ceux qui avaient proposé de passer au vote, en furent influencés au point que le lendemain ils voulurent s'excuser devant le Congrès de l'acte « inconséquent » qu'ils expliquèrent avec l'énerverment produit par une longue discussion qui était sans issue, justement parce qu'elle ne se fondait

par aucune différence substantielle. Mais la plupart de ceux qui avaient voté, se refusèrent à admettre que, dans l'espèce, le vote était un acte contraire aux principes anarchistes ; et c'est sur cela que je voudrais attirer l'attention des camarades.

On fit observer qu'il ne faut pas confondre deux choses essentiellement différentes, même quand il arrive qu'elles portent le même nom et se manifestent par les mêmes formes extérieures. Le vote que repoussent les anarchistes, qu'ils doivent repousser sous peine de se mettre en contradiction avec eux-mêmes, est le vote par lequel on renonce à sa propre souveraineté, le vote qui donne à la majorité le droit d'imposer sa volonté à la minorité, le vote qui sert à faire et à justifier la loi.

Mais le vote qui sert à constater les opinions n'a certainement rien d'antianarchiste, comme n'est pas antianarchiste le vote, quand il n'est qu'un moyen pratique, librement accepté, pour résoudre des questions pratiques qui n'admettent pas plusieurs solutions dans le même temps, et quand la minorité n'est pas obligée de se rallier à la majorité, si cela ne lui convient ou ne lui plaît pas.

On vota sur les conditions dans lesquelles on irait au Congrès antimilitariste, parce qu'il fallait bien décider ce qu'on ferait ; mais, naturellement, si la majorité avait persisté dans l'idée d'aller au Congrès antimilitariste sans la discussion préalable entre anarchistes, elle restait libre de le faire à la seule condition qu'elle ne voulût pas obliger la minorité à la suivre — et c'est, il me semble, tout ce qu'une minorité puisse prétendre en anarchie.

Et la preuve que tous, du moins dans la pratique, reconnaissent la justesse de cette manière de voir, c'est que dans la suite du Congrès toutes les propositions faites ont été soumises aux votes pour constater l'opinion des présents, mais, qu'elles aient eu plus ou moins de voix, toutes ont droit à la même publicité, toutes sont également proposées aux camarades pour qu'ils en fassent le compte qui leur plaît. Tandis que sur les questions pratiques (heures des séances, nomination du bureau pour tenir l'ordre de la discussion, etc.), on a voté et on a suivi le vouloir de la majorité, parce que personne ne voulut renoncer, pour des questions semblables, à l'avantage de discuter ensemble, c'est-à-dire au Congrès même.

(A suivre.)

E. MALATESTA.

Le Congrès d'Amsterdam

Les Temps Nouveaux, 28 sept. 1907

(Suite)

Et maintenant arrivons à la question qui était ou paraissait la plus importante qu'avait à discuter le Congrès, celle de l'organisation. Les camarades connaissent les discussions et les polémiques bien souvent âpres et malveillantes, qui nous ont affligés pendant de si longues années sur les questions de l'organisation, de l'individualisme, de la libre initiative. On s'attendait donc à voir s'engager sur ce terrain une bataille acharnée et peut-être à voir se déclarer une scission irrémédiable.

Il n'en fut rien. On discuta avec chaleur, mais on arriva à une conclusion qui peut sembler inattendue pour beaucoup de gens, mais qui n'étonnera pas ceux qui, regardant au-delà des questions de mots, des grossièretés de langage et des préventions personnelles, étudient les forces psychologiques et sociales qui produisent le mouvement anarchiste.

Et la conclusion ce fut (ou du moins telle elle m'apparut) que — sauf les mystiques de la non-résistance qui n'ont pas de prise sur les masses et que les gouvernements se chargent, hélas! de rappeler à la réalité de la lutte, sauf quelques extravagants, qui servent peut-être, comme le font souvent les extravagants, à ouvrir de nouveaux chemins à la pensée et à l'action de l'avenir, mais qui ne comptent pas beaucoup entre les forces actuellement agissantes ; et sauf quelques individus, bourgeois en fait et en aspiration, qui s'appellent anarchistes pour épater les dames de leur monde — nous tous, les anarchistes révolutionnaires, que nous nous appelions individualistes ou communistes, organisateurs ou anti-organisateurs et quelles que soient nos conceptions théoriques, nous sommes en réalité tous d'accord dans la pratique ; nous voulons tous la même chose et à peu près par les mêmes moyens.

Nous sommes tous ennemis irréconciliables de l'Etat, du Capitalisme et de la Religion, nous tâchons tous d'acquérir la force, morale et matérielle, qu'il faut pour abattre les gouvernements, exproprier le capitaliste et mettre à la disposition de tous la richesse sociale, pour que tous, poussés par l'instinct social et les nécessités

de la vie, organisent, en pleine liberté, une société de paix et de bonheur pour tous.

Certainement en appliquant à tous les anarchistes l'impression que j'ai rapporté des discussions d'Amsterdam, je ne fais qu'exprimer mon opinion personnelle. Les camarades de la tendance appelée individualiste ou antiorganisatrice, malheureusement n'étaient que très faiblement représentés au Congrès, et je ne peux faire que des suppositions sur l'attitude qu'ils auraient eu s'ils y avaient été. Toutefois, si l'écho d'Amsterdam pouvait seulement servir à rendre les polémiques plus calmes et pousser les camarades à chercher les côtés par où nous nous touchons et par où nous pouvons collaborer plutôt qu'exagérer les différences et s'attarder sur les faiblesses et les erreurs de chacun, le Congrès déjà n'aurait pas été inutile. Entre les camarades qui étaient au Congrès l'accord et le désir de collaborer me parut évident.

Il y eut des camarades (principalement Creuzet d'Amsterdam) qui insistèrent sur les droits de l'individu, sur la libre initiative et les dangers de l'oppression de l'individu par la collectivité ; et il y en eut (principalement Dunois) qui insistèrent par l'idée de solidarité, de coopération, d'organisation. Mais les différences ne dépendaient que du point de vue où chaque orateur se plaçait, et je ne sus découvrir dans tout ce qui fut dit aucune dissension fondamentale. Et telle dut être l'impression de tous les congressistes, si l'on peut en juger par l'accueil favorable que je reçus quand je fis remarquer cet accord général.

La querelle entre individualistes et sociétaristes, je dis, n'est qu'une querelle de mots. Tous ceux qui réfléchissent, anarchistes ou non, sont individualistes dans le sens qu'ils savent bien que l'individu est la réalité vivante, dont le bonheur est la seule chose qui importe ; et tous sont sociétaristes parce que tous savent que la société, avec ses semblables, est la condition nécessaire du développement, du bonheur, de l'existence même de l'individu humain. Mais il faut distinguer. Il y a l'individualisme de celui qui ne s'occupe que de soi-même, qui veut bien le plus grand développement de son propre individu, mais reste indifférent aux souffrances des autres, ou même en jouit, et c'est l'individualisme de soi [*Lire : des rois*], des capitalistes, des oppresseurs de tout acabit ; et il y a l'individualisme de ceux qui, pour être heureux, ont besoin de savoir que les autres le sont aussi, de ceux qui veulent la liberté, le bien-être, le développement intégral de tous les individus, et c'est l'individualisme des anarchistes.

Ainsi, il y a le sociétarisme de ceux qui, dans la société, voient un terrain à exploiter, une organisation faite pour mettre les forces de tous au service des intérêts et de la volonté de quelques-uns, et c'est, encore une fois, le sociétarisme des oppresseurs et des autoritaires ; et il y a le sociétarisme des anarchistes qui veulent organiser la société de telle façon que chaque individu y trouve non pas des entraves à son activité, à l'expansion de sa personnalité, mais un moyen pour être plus libre et plus puissant. Sur cela, je disais, il ne peut pas y avoir, il n'y a pas de désaccord entre anarchistes.

Et si l'on regarde bien, il n'y en a pas non plus, ou du moins, il n'y en a pas d'essentiel, sur la question pratique d'organisation. Aussi, ici, il y a une équivoque, qui n'aurait duré si longtemps, si on s'était rencontré plus souvent, et avec des intentions plus conciliatrices que dans le passé.

Les « antiorganisateur » ont présent à l'esprit les tares autoritaires qui souillent presque toutes les organisations existantes, et en voulant repousser l'autoritarisme, paraissent repousser le principe d'organisation, qui n'est autre chose que l'adaptation des moyens au but qu'on veut rejoindre. Et les « organisateur », s'attachant aux mots, imaginent que les autres veulent vivre dans l'isolement. Dans le fait, on ne peut être « désorganisé » que quand on ne fait rien, ou ne fait que ces rares choses auxquelles suffisent les forces de l'individu isolé : quand on veut faire quelque chose, on cherche les éléments nécessaires pour la faire, et, qu'on appelle cela organisation, ou entente, ou rien du tout, on constitue une association, à laquelle on tâche de donner l'extension et la durée que demande le but qu'on a en vue.

Ainsi, nous voyons souvent que les « antiorganisateur » sont mieux organisés que beaucoup de ceux qui prêchent toujours l'organisation ; comme d'autre part, nous voyons souvent plus de résidus autoritaires dans les groupements qui se réclament de la liberté « absolue » de l'individu que dans d'autres, qu'on accuse comme ayant des tendances autoritaires, parce qu'ils se disent partisans de l'organisation. Laissons donc, je concluais dans mon discours, dont je ne donne ici que l'idée inspiratrice, laissons les questions de mots et gardons aux choses : si nous trouvons que nous avons quelque chose à faire ensemble, cherchons les moyens pour pouvoir la faire. Il a été proposé la constitution d'une association internationale anarchiste. Constituons-la si nous pensons que la coopération de nous tous, anarchistes des différents

pays, soit possible et utile : elle vivra et se développera si elle réussit à démontrer son utilité. Quant à moi, je crois qu'il est de toute urgence, pour des raisons morales aussi bien que matérielles, que nous multiplions entre nous les relations et que nous nous mettions en condition de pouvoir rapidement faire appel à la solidarité de tous les nôtres toutes les fois qu'il y en aura besoin soit pour résister contre la réaction internationale, soit pour faire œuvre d'initiative révolutionnaire. Ce fut l'opinion du Congrès et l'Internationale anarchiste fut constituée. Ce n'est en réalité qu'un lien moral, une affirmation du désir de solidarité et de lutte communes. Mais c'est aussi ce qui importe le plus. Comme organe matériel on a nommé un bureau de correspondance pour faciliter les relations entre les adhérents et constituer des archives du mouvement anarchiste qui resteront à la disposition des camarades. Mais cela n'a, selon moi, qu'une importance moindre. L'important, je le répète, c'est le désir de lutter ensemble et l'intention de se tenir en relation pour n'avoir pas à se chercher quand arrive le moment d'agir, avec le risque que le moment passe avant qu'on se soit trouvés.

(A suivre.)
E. MALATESTA.

Errata. — Dans le numéro précédent il s'est glissé quelques erreurs qui rendent le sens obscur.

A la première colonne, ligne 14, au lieu de *partisan des idées* lire *partisan, les idées*.

A la deuxième colonne, ligne 46, au lieu de *solution* lire *votation*.

A la troisième colonne, des lignes 36 à 40 mettre *minorité* où il y a *majorité*, et *majorité* où il y a *minorité*.

Le Congrès d'Amsterdam (Suite et fin)

Les Temps Nouveaux, 5 octobre 1907

Après avoir conclu la discussion sur l'organisation avec une résolution dans laquelle tous tinrent à affirmer clairement que l'Internationale anarchiste serait une association de groupes et d'individus où « personne ne peut imposer sa volonté et amoindrir

l'initiative d'autrui », on passa à discuter sur le syndicalisme et sur la grève générale.

Ce fut là certainement la discussion la plus importante du Congrès, et c'est bien naturel, puisqu'il s'agissait d'une question d'intérêt pratique et immédiat, qui a la plus grande portée sur l'avenir du mouvement anarchiste et sur ses résultats probables, et puisque précisément sur cette question se manifesta la seule différence sérieuse d'opinion entre les congressistes, les uns donnant à l'organisation ouvrière et à la grève générale une importance excessive et les considérant presque comme la même chose qu'anarchisme et révolution, les autres insistant sur la conception intégrale de l'anarchisme et ne voulant considérer le syndicalisme que comme un moyen puissant mais d'ailleurs plein de dangers, pour arriver à la réalisation de la révolution anarchiste.

La première tendance fut représentée principalement par le camarade Monatte, de la C. G. T. avec un groupe qu'il voulut bien appeler des « jeunes » malgré les protestations des jeunes gens, bien plus nombreux, de la tendance opposée.

Monatte, dans son remarquable rapport, nous parla longuement du mouvement syndicaliste français, de ses méthodes de lutte, des résultats moraux et matériels auxquels il est déjà arrivé, et finit par dire que le syndicalisme se suffit à lui-même comme moyen pour accomplir la révolution sociale et réaliser l'anarchie.

Contre cette dernière affirmation je m'élevai avec énergie. Le syndicalisme, je dis, même s'il se corse [*pare*] de l'adjectif révolutionnaire, ne peut être qu'un mouvement légal, un mouvement qui lutte contre le capitalisme dans le milieu économique et politique que le Capitalisme et l'Etat lui imposent.

Il n'a donc pas d'issue, et ne pourra rien obtenir de permanent et de général, si ce n'est en cessant d'être le syndicalisme, et en s'attachant non plus à l'amélioration des conditions des salariés et à la conquête de quelques libertés, mais à l'expropriation de la richesse et à la destruction radicale de l'organisation étatiste.

Je reconnais toute l'utilité, la nécessité même, de la participation active des anarchistes au mouvement ouvrier, et je n'ai pas besoin d'insister pour être cru, car j'ai été des premiers à regretter l'attitude d'isolement hautain que prirent les anarchistes après la dissolution de l'ancienne Internationale, et à pousser de nouveau les camarades dans la voie que Monatte, oubliant l'histoire, appelle nouvelle. Mais cela n'est utile qu'à la condition que nous restions des anarchistes avant tout, et que nous ne cessions de considérer tout le

reste au point de vue de la propagande et de l'action anarchistes. Je ne demande pas que les syndicats adoptent un programme anarchiste et ne soient composés que par des anarchistes :

Dans ce cas ils seraient inutiles, parce qu'ils feraient double emploi avec les groupements anarchistes, et n'auraient plus la qualité qui les rend chers aux anarchistes, c'est-à-dire celle d'être un champ de propagande aujourd'hui, et un moyen, demain, d'amener la masse dans la rue et lui faire prendre en main la possession des richesses et l'organisation de la production pour la collectivité. Je veux des syndicats largement ouverts à tous les travailleurs, qui commencent à sentir le besoin de s'unir avec leurs camarades pour lutter contre les patrons ; mais je connais aussi tous les dangers que présentent pour l'avenir des groupements faits dans le but de défendre, dans la société actuelle, des intérêts particuliers, et je demande que les anarchistes qui sont dans les syndicats se donnent comme mission de sauvegarder l'avenir en luttant contre la tendance naturelle de ces groupements à devenir des corporations fermées, en antagonisme avec d'autres prolétaires encore plus qu'avec les patrons.

Peut-être la cause du malentendu se trouve dans la croyance, selon moi, erronée quoique généralement acceptée, que les intérêts des ouvriers sont solidaires, et que, conséquemment, il suffit que des ouvriers se mettent à défendre leurs intérêts et à poursuivre l'amélioration de leurs conditions, pour qu'ils soient naturellement amenés à défendre les intérêts de tout le prolétariat contre le patronat.

La vérité est, selon moi, bien différente. Les ouvriers subissent, comme tout le monde, la loi d'antagonisme général qui dérive du régime de la propriété individuelle ; et voilà pourquoi les groupements d'intérêts, révolutionnaires toujours au début, tant qu'ils sont faibles et dans le besoin de la solidarité des autres, deviennent conservateurs et exclusivistes quand ils acquièrent de la force, et avec la force, la conscience de leurs intérêts particuliers.

L'histoire du trade-unionisme anglais et américain est là pour montrer la manière comment s'est produite cette dégénérescence du mouvement ouvrier, quand il se cantonne dans la défense des intérêts actuels.

C'est seulement en vue d'une transformation complète de la société que l'ouvrier peut se sentir solidaire avec l'ouvrier, l'opprimé solidaire avec l'opprimé ; et c'est le rôle des anarchistes de tenir longtemps [*lire : toujours*] ardent le feu de l'idéal et tâcher d'orienter

autant que possible tout le mouvement vers les conquêtes de l'avenir, vers la révolution, même, s'il le faut, au détriment des petits avantages que peut obtenir aujourd'hui quelque fraction de la classe ouvrière, et qui d'ailleurs ne s'obtiennent le plus souvent qu'aux dépens d'autres travailleurs et du public consommateur.

Mais pour pouvoir remplir ce rôle d'éléments propulseurs dans les syndicats, il faut que les anarchistes s'interdisent l'occupation des places et surtout des places payées.

Un anarchiste fonctionnaire permanent et stipendié d'un syndicat est un homme perdu comme anarchiste. Je ne dis pas que quelque fois il ne puisse pas faire du bien ; mais c'est un bien que feraient à sa place et mieux que lui des hommes d'idées moins avancées, tandis que lui pour conquérir et retenir son emploi doit sacrifier ses opinions personnelles et souvent faire des choses qui n'ont d'autre but que celui de se faire pardonner la tâche originelle d'anarchiste.

D'ailleurs la question est claire. Le syndicat n'est pas anarchiste, et le fonctionnaire est nommé et payé par le syndicat : s'il fait œuvre d'anarchisme, il se met en opposition avec ceux qui payent et bientôt il perd sa place ou il est cause de la dissolution du syndicat ; si, au contraire, il remplit la mission pour laquelle il a été nommé, selon la volonté de la majorité, alors adieu anarchisme.

Des observations analogues que je fis [Lire : *Je fis des observations identiques*] relativement à ce moyen d'union [lire : *d'action*] propre du syndicalisme : la grève générale. Nous devons accepter, disais-je, et propager l'idée de la grève générale comme un moyen très à la main (Lire : *facile*) pour commencer la révolution, mais ne pas nous faire l'illusion que la grève générale pourra remplacer la lutte armée contre les forces de l'Etat.

Il a été dit souvent que par la grève les ouvriers pourront affamer les bourgeois et les amener à composition. Je ne saurais pas imaginer une plus grande absurdité. Les ouvriers seraient déjà morts de faim depuis longtemps avant que les bourgeois, qui disposent de tous les produits accumulés, commencent à souffrir sérieusement.

L'ouvrier, qui n'a rien, ne recevant plus son salaire, devra s'emparer des produits de vive force : il trouvera les gendarmes et les soldats et les bourgeois eux-mêmes, qui voudront les en empêcher ; et la question devra se résoudre bientôt à coups de fusils, de bombes, etc. La victoire restera à qui saura être le plus fort. Préparons-nous donc à cette lutte nécessaire, au lieu de nous limiter à prêcher la grève générale comme une espèce de panacée qui devra résoudre toutes les difficultés. D'ailleurs, même comme

manière pour commencer la révolution, la grève générale ne pourra être employée que d'une manière très relative.

Les services d'alimentation, y compris naturellement ceux des transports des denrées alimentaires, n'admettent pas une interruption prolongée : il faut donc révolutionnairement s'emparer des moyens pour assurer l'approvisionnement avant encore que la grève se soit par elle-même, développée en insurrection. Se préparer à faire cela ne peut pas être le rôle du syndicalisme : celui-ci ne peut seulement que fournir les troupes pour pouvoir l'accomplir.

Sur ces questions ainsi exposées par Monatte et par moi, s'engagea une discussion très intéressante, quoique un peu étouffée par le manque de temps et la nécessité assommante des traductions en plusieurs langues. On conclut en proposant plusieurs résolutions, mais il ne me paraît pas que les différences de tendance aient été heureusement définies ; il faut même beaucoup de pénétration pour en découvrir, et en effet la plupart des congressistes n'en découvrirent pas du tout et votèrent également les différentes résolutions.

Cela n'empêche que deux tendances bien réelles se sont manifestées, quoique la différence existe plus dans le développement futur qu'on prévoit, que dans les intentions actuelles des personnes.

Je suis convaincu en effet que Monatte et le groupe des « jeunes » sont aussi sincèrement et foncièrement anarchistes et révolutionnaires que n'importe quelle « vieille barbe ». Ils regretteraient avec nous les défaillances qui se produiraient parmi les fonctionnaires syndicalistes ; seulement ils les attribuent à des faiblesses individuelles¹. C'est là l'erreur. S'il s'agissait de fautes imputables à des individus, le mal ne serait pas grand : les faibles disparaissent bientôt [lire : *rapidement*] et les traîtres sont bientôt connus et mis dans l'impuissance de nuire. Mais ce qui rend le mal sérieux, c'est qu'il dépend des circonstances dans lesquelles les fonctionnaires syndicalistes se trouvent. J'engage nos amis les anarchistes syndicalistes à y réfléchir, et à étudier les positions respectives du socialiste qui devient député et de l'anarchiste qui devient fonctionnaire de syndicat : peut-être la comparaison ne sera pas inutile.

¹ Lire : « Ils se plaindront comme nous des erreurs qui se produiront chez les fonctionnaires syndicaux, seulement ils les attribueront à des faiblesses individuelles ».

Et avec ça le Congrès était pratiquement fini : il ne nous restait plus ni force ni temps. Heureusement les questions qu'on aurait dû encore discuter n'avaient pas grande importance.

Il y avait, c'est vrai, l'antimilitarisme ; mais entre anarchistes cela ne pouvait pas donner lieu à débat. Nous nous limitâmes donc à affirmer, dans une résolution, notre haine du militarisme, non seulement comme instrument de guerre entre les peuples, mais aussi comme moyen de répression, seule en réunissant dans une condamnation l'armée, la police, la magistrature et n'importe quelle force armée dans les mains de l'Etat.

On avait proposé une résolution contre l'alcoolisme, mais on passa à l'ordre du jour. Personne certainement n'aurait hésité à acclamer une résolution contre l'abus des boissons alcooliques, quoique peut-être avec la conviction que cela ne servait à rien ; mais la résolution proposée condamnait même l'usage modéré, qu'on considérait plus dangereuse que l'abus. Cela nous parut trop fort ; dans tous les cas, on pense que c'est un argument qui devrait plutôt être discuté par des médecins., en admettant qu'ils en sachent quelque chose.

Enfin, il y avait la question de l'Espéranto, chère au camarade Chapelier. Le Congrès, après une discussion, nécessairement brève et superficielle, recommanda aux camarades d'étudier la question d'une langue internationale, mais se refusa à se prononcer sur les mérites de l'Espéranto. Et moi, qui suis un espérantiste convaincu, je dois convenir que le Congrès eut raison : il ne pouvait pas délibérer sur une chose qu'il ne connaissait pas.

Laissez que je finisse avec les mots qui étaient sur la bouche de tous les congressistes, au moment de la séparation : Le Congrès a été tenu et a très bien réussi ; mais un Congrès n'est rien du tout, s'il n'est pas suivi par le travail de tous les jours de tous les camarades.

A l'œuvre, tous.

E. MALATESTA.

Etatum. — Dans le numéro précédent, page 2, colonne 3, ligne 44, au lieu de *de soi*, lire : *des rois*.